A quoi correspond l'équilibre budgétaire en France ? Plus personne n'en a une idée concrète car cette situation économique ne s'est plus produite depuis près d’une quarantaine d’années. Le déficit est-il considéré comme une évidence au sein d’une politique économique d’un état ? Nous allons tout d’abord introduire comme exemple, l’état budgétaire actuel et passé de la France. L’état français a franchi les 3% du PIB en janvier 2003 et a été rappelée à l’ordre courant juin 2003, mais elle a également profité d’un sursis accordé par le conseil Ecofin évoqué précédemment. Cependant, son déficit n’a pas été vraiment réduit avant l’année 2005 avec 2,9%. Ensuite, quatre années après, pendant la crise en 2009, le déficit public a atteint l’un de ses pires niveaux, un montant estimé a 150 milliards d’euros, ce qui correspond a 7.5% du PIB, soit le double de 2003. En 2013 ces chiffres sont devenus plus raisonnables et le déficit a été réduit à 90 milliards d’euros. Cela correspond tout de même à 1360 euros par Français, 2500 euros par foyer fiscal (ensemble des personnes inscrites sur une même déclaration de revenus), et de l'ordre de 3000 euros par actif. Pour équilibrer les comptes et compensé ses déficits , l’état a deux possibilités : - réduire ses dépenses, ce qui correspond à une baisse d’investissement concernant les infrastructures comme les autoroutes ou hôpitaux, également une baisse du salaire des fonctionnaires ou encore une baisse de la retraite et des prestations sociales. – augmentation des recettes avec une hausse d’impôts qui peut entrainer un gisement fiscal à une échelle trop élevé. L’équilibre budgétaire est toutefois délicat à trouver car celui-ci peut freiner la croissance économique du pays et la création d’emplois, ce qui peut entrainer une augmentation du chômage. Le rééquilibrage budgétaire impose donc l'acceptation d'une récession, d’un retour en arrière, avec des conséquences désastreuses en matière de chômage. Pour conclure sur la situation économique de l’état français nous pouvons dire que réduire le déficit, c'est compromettre la croissance, alors que la croissance s'avère être une nécessité pour redresser une économie fragilisée comme celle de la France. A l’inverse soutenir la croissance avec du déficit, c'est poursuivre la même politique qui sévit depuis des décennies sans jamais apporter la moindre preuve d'efficacité et de changements. Cependant, un déficit budgétaire trop important entraine la faillite du pays (Exemple de la Grèce), cette situation de l’état français correspond donc à un cercle vicieux sans fin pour le moment.